

## Le peuple — l'État — la démocratie

Un peuple ? Une nation ? Il est certain que certains penseurs ont laissé derrière eux des bâtiments enrichis de flatulences cérébrales, qui non seulement soufflent à travers leurs bâtiments de pensée, mais encore aujourd'hui soufflent par les bâtiments de pensée de ceux qui sont plus projectionnistes que penseurs. Ça ne m'intéresse plus parce que cela n'a rien à voir avec ce qui est décisif pour l'émergence et le développement des sociétés humaines, ce qui est décisif pour le développement de l'humanité tout entière. Par exemple, une telle pensée idéologique à la Hegel déclarait nécessaire la destruction de la Yougoslavie, et a laissé de chaos.

D'une part, la question « Qu'est-ce qu'un peuple ? », de mon point de vue, est en quelque sorte une « question de goût », à laquelle, en tant que « question de goût », j'ai répondu comme suit ailleurs :

« [...] Les habitants d'un paysage historique ont pu s'habituer les uns aux autres au fil des siècles, développer ainsi une conscience correspondante d'appartenance par des expériences similaires et commencer à se différencier progressivement (sur le plan comportemental comme linguistique) des habitants d'autres paysages. Un « paysage historique » est donc une partie de la surface de la terre qui crée un sentiment d'appartenance chez ses habitants par le fait que, en raison de leur

spatialité et de leurs conditions climatiques particulières, entre autres, une humeur prédominante se développe dans leur temporalité, et avec elle une mentalité prédominante, qui suggère la convivialité. Il s'agit donc d'un processus d'accoutumance (\_\_\_au sens d'adaptation à une situation\_\_\_) sur une longue période de temps. Et puisque ce processus historique se déroule dans un paysage particulier, on l'appelle un « paysage historique ». Ces processus sont à la base de tout développement social, dont l'achèvement est décrit par le terme « peuple ». Cela signifie que l'histoire d'un peuple peut être écrite de façon mythique, ce qui ne devient pas problématique, reste conscient qu'un « peuple » n'est réel que de façon historiquement tangible. [...] »<sup>1</sup>

D'autre part, la question :

« Qu'est-ce qu'un peuple ? » n'est pas une question de goût si les termes « le peuple », « l'État » et « la démocratie » sont combinés. Par conséquent, la question suivante n'est donc plus une question de goût : qui est le peuple d'un État ou qui est un État nation ?

---

<sup>1</sup> Joachim Endemann, *Die tri\_logische Sezierung des lobbykratischen Zeitalters*, 2e édition, revue et augmentée, EndemannVerlag, avril 2018, volume I: Es werde *m e h r* Licht! Mehr Demokratie wagen in der Lobbykratie? Untersuchung über die Konsequenzen der bürgerlichen Real-Demokratie, sous-volume 3: Die *inter*\_staatlichen Auswirkungen, chapitre 16: « Die 'Nationalitätenfrage', die Ukraine und die 'Elite des Westens' », p. 402.

## « La démocratie n'est pas une question de goût ... »

Qui dépend de l'existence d'un État qui fonctionne démocratiquement ? Celui qui peut tout se permettre et aller là où il peut trouver de meilleures conditions pour lui-même et ensuite faire ce qu'il pense être important ? Ou celui qui doit vivre de son propre travail ? Celui qui dépend de l'aide dont il a besoin en tant qu'enfant pour gagner sa vie par la suite, c'est-à-dire librement ? Celui qui veut avoir des enfants et leur donner l'aide de sorte qu'ils peuvent eux aussi gagner leur vie plus tard, c'est-à-dire également librement ? Celui qui dépend d'un bon système de santé en cas de maladie et qui peut utiliser la caisse de retraite auquel chacun a cotisé quand il ne peut plus travailler ?

Le riche n'a besoin de l'État que dans la mesure où il protège sa richesse. Et un État réellement démocratique ne peut être qu'une abomination pour lui. Certes, il peut y avoir des riches qui sont en même temps des philanthropes — ou qui sont considérés comme tels. Mais un État véritablement démocratique ne peut s'y fier.

Les personnes de peu moyens économiques, cependant, dépendent d'un État qui fonctionne juste. C'est pourquoi les personnes de peu moyens économiques sont en effet le peuple d'un État. On peut en conclure que les personnes aux ressources économiques limitées doivent déterminer le sort de l'État, c'est-à-dire qu'elles doivent choisir par tirage au sort parmi un cercle de personnes prédéterminées celles qui ont

leur confiance (\_\_c'est le principe de la démarchie, qu'Aristote a déjà mentionné dans son livre « Des choses politiques »\_\_). Cela signifie que la démocratie n'est pas l'affaire des riches, mais des personnes de peu moyens économiques.

Cf. dans ce contexte aussi les déclarations d'Étienne Chouard, que l'on peut retrouver dans une vidéo YouTube de 18 minutes : <https://youtu.be/oN5tdMSXWV8>.

### **La conséquence est simple :**

Nous avons besoin d'une *Démocratie directe* déterminée par les personnes de peu moyens économiques, car sinon ce que nous avons va se développer : une lobbocratie déterminée par les riches, c'est-à-dire une société oligarchiquement organisée pour laquelle le développement n'a que deux possibilités : Soit la dégénérescence de la race humaine, accompagnée de barbarie, soit la révolution.

Une révolution, c'est-à-dire la prise du pouvoir par le peuple lui-même (\_\_les personnes de peu moyens économiques\_\_), est peu probable dans la mesure où, d'une part, il y a un manque d'éclaircissement nécessaire du peuple et, d'autre part, la structure collective nécessaire à une révolution peut être tuée dans l'œuf avec les possibilités technologiques numériques actuelles.

Cela peut être salué par tous ceux qui considèrent le statu quo comme juste, y compris ceux qui continuent à croire au « réformisme politique », comme le font les vrais satiristes du « spectre progressiste de gauche » du système de la lobbycratie, qui prétendent au moins que cette lobbycratie peut être réformée dans un sens démocratique. Mais la lobbycratie signifie en fait l'organisation sociale au sens des riches : et cela est possible tant au niveau national que, par exemple, au niveau de l'UE. De cette manière les réformes démocratiques doivent alors rester une illusion.

Les riches, cependant, n'ont besoin de l'État que pour protéger leurs richesses de l'insatisfaction, comme cela vient d'être dit et comme cela est à vivre en direct depuis la fin de la guerre froide. Tout le reste n'est qu'une imposture. — Comme je l'ai dit, il vaut mieux éviter une révolution.

Qu'avons-nous ( \_\_pas seulement aux Etats-Unis, ce qui est mentionné dans la citation suivante\_\_ ), mais qu'est-ce qui nous est vendu comme « démocratie » ?

*( \_\_Tenez compte de la date indiquée dans la référence ci-dessous !\_\_ )*

#### CITATION

[...] Ce qui est profondément troublant dans l'Amérique d'aujourd'hui, c'est qu'il a été convenu que l'homme talentueux et fort, bien qu'égoцентриque, égoïste et complètement antiso-

cial, ne devrait pas être restreint, car il fait partie d'un État prétendument entièrement social qui a été créé pour garantir le droit à l'égalité des chances. Mais l'égalité des chances ne peut pas être une carte blanche pour les rusés et les cupides, les avantages de cette égalité des chances sont dans l'établissement de certains, ou en d'autres termes, des privilèges personnels illimités, associés au pouvoir qui les accompagne, alors que les 90 à 95% des citoyens de ce pays restants sont comparativement dans une situation difficile.

[...] A partir du point de départ où un homme habile pouvait rassembler des millions et même des centaines de millions de dollars pour son propre compte et les réinvestir, nous sommes arrivés à un point où aujourd'hui, ce n'est plus à lui seul de fonder des banques, des magasins, des entreprises et autres, mais à cette fin, d'autres se connectent avec lui, où ils (\_\_\_et, approximativement, avec moins de difficultés qu'avant\_\_\_) dirigent maintenant eux-mêmes la direction étatique. Car pour qui écoute-t-on à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Assemblée législative, dans les États ou leurs villes, sinon les trusts, leurs banques et leurs mercenaires ? Grâce à leurs instruments combinés — politiciens, policiers, tribunaux, avocats et qui d'autre ils peuvent déterminer et laisser travailler pour eux — ces derniers sont désormais en mesure non seulement de préserver leurs millions ou milliards communs, mais aussi d'en ajouter davantage. De plus, en le faisant, légalement ou illégalement, et toujours avec l'approbation du gouvernement, et si vous le remarquez bien, ils utilisent non seulement ces [\_\_millions\_\_] pour détruire toute concurrence, mais aussi Ils forcent aussi le

gouvernement et le peuple, sous les yeux et dans l'ignorance desquels ils sont devenus une telle force, ou par l'indifférence des deux, à les soutenir en le faisant. [...] »

FIN DE LA CITATION<sup>2</sup>

© Joachim Endemann, il Piano

---

<sup>2</sup> Source : Theodore Dreiser, « Tragic America », publié pour la première fois par Constable & Company Ltd, Londres, 1932. ( \_\_Copyright by Theodore Dreiser, 1931\_\_ ), pages 14-15. Propre traduction. \_\_)